



COMMUNIQUE

Tapie, patron de presse : un scandale absolu !

Dans la France d'aujourd'hui, tout peut arriver, mais on ne s'attendait pas à ça : Bernard Tapie, un affairiste, associé à un exilé fiscal suisse, Philippe Hersant, est le nouveau propriétaire de quatre quotidiens, La Provence, Var-Matin, Nice-Matin et Corse-Matin, ainsi que des quotidiens du groupe France-Antilles.

Les deux hommes étaient sans doute destinés à se rencontrer pour avoir, l'un comme l'autre, montré des qualités de gestionnaires dignes des Pieds Nickelés.

Qu'on se rappelle ce que Tapie a fait de Look, de Wonder, de Terraillon, d'Adidas, de ses écoles de ventes, de l'Olympique de Marseille (déclaré en faillite après la sinistre affaire de match de football truqué entre le club marseillais et l'équipe de Valenciennes), au ministère de la ville, etc.

Qu'on se rappelle ce que Philippe Hersant, le piètre héritier du « papivore » Robert Hersant, a fait de Paru Vendu, de Paris-Normandie, des journaux de la région Champagne - Ardennes. L'un et l'autre ont largement alimentés les cohortes qui, chaque jour, vont pointer à Pôle emploi.

Tapie et Hersant sont des fossoyeurs d'emplois plus que des entrepreneurs ; les journalistes ont toutes les raisons d'être inquiets de cette association, dont l'un des dirigeants a quand même connu la prison et n'est pas à l'abri de nouveaux démêlés avec la justice dans l'affaire de l'indemnisation de son prétendu dommage dans l'affaire de la vente d'Adidas par le Crédit lyonnais qui a donné lieu à une indemnisation scandaleuse sur injonction de Sarkozy et avec la bénédiction de Christine Lagarde.

Cette prise de contrôle des journaux de Provence et de la Côte d'Azur par un tel tandem est un scandale. L'information est en danger.

Le soudain intérêt de Tapie pour la presse ne laisse pas d'inquiéter dans la perspective des prochaines échéances électorales. Ceux qui avaient rêvé de journaux mis à l'abri des affairistes aux lendemains du scandale de Panama en 1914, puis après la Libération en 1945 et qui avaient rédigé les Ordonnances sur la presse en 1944 et ceux qui, aujourd'hui, tirent le signal d'alarme depuis plus d'années pour retrouver les voies d'une information citoyenne, au service du public ne peuvent que s'alarmer.

Pour le SNJ-CGT, le feu vert accordé par le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) est symbolique de la politique actuelle du gouvernement, marquée par une obséquiosité sans borne devant les patrons et les puissances d'argent.

Pour le syndicat, le Premier ministre, le ministre des finances, la ministre de la culture et de la communication, notamment, doivent s'expliquer.

Le SNJ-CGT interpelle le président de la République et lui demande de s'opposer à cette reprise des restes du Groupe Hersant Média (GHM) par le duo Tapie - Philippe Hersant. Il lui demande également de légiférer au plus vite sur le statut de l'entreprise de presse, sur l'indépendance des rédactions et sur la protection des sources.